

Rapport annuel Jahresbericht

—

2017



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG

TABLE DES MATIERES

Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2017 *Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2017*

1.	Partie générale	- 1 -
1.1.	Remarques générales	- 1 -
1.1.1.	Administration de la justice	- 2 -
1.1.2.	Volume des affaires	- 4 -
1.2.	Activité juridictionnelle.....	- 5 -
1.2.1.	En général	- 5 -
1.2.2.	I ^e Cour d'appel civil.....	- 8 -
1.2.3.	II ^e Cour d'appel civil.....	- 8 -
1.2.4.	Chambre des poursuites et faillites.....	- 8 -
1.2.5.	Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	- 8 -
1.2.6.	Cour d'appel pénal	- 8 -
1.2.7.	Chambre pénale	- 9 -
1.2.8.	I ^e Cour administrative.....	- 9 -
1.2.9.	II ^e Cour administrative.....	- 9 -
1.2.10.	III ^e Cour administrative.....	- 9 -
1.2.11.	Cour fiscale.....	- 10 -
1.2.12.	I ^e et II ^e Cours des assurances sociales	- 10 -
1.3.	Personnel	- 11 -
1.3.1.	Juges.....	- 11 -
1.3.2.	Greffe.....	- 11 -
1.4.	Autres activités.....	- 12 -
1.	Allgemeiner Teil	- 14 -
1.1.	Allgemeine Bemerkungen.....	- 14 -
1.1.1.	Verwaltung der Justiz.....	- 15 -
1.1.2.	Arbeitsvolumen	- 17 -
1.2.	Gerichtstätigkeit	- 18 -
1.2.1.	Allgemeines	- 18 -
1.2.2.	I. Zivilappellationshof.....	- 21 -
1.2.3.	II. Zivilappellationshof	- 21 -
1.2.4.	Schuldbetreibungs- und Konkurskammer.....	- 21 -
1.2.5.	Kindes- und Erwachsenenschutzhof	- 21 -
1.2.6.	Strafappellationshof	- 22 -
1.2.7.	Strafkammer.....	- 22 -
1.2.8.	I. Verwaltungsgerichtshof	- 22 -
1.2.9.	II. Verwaltungsgerichtshof	- 22 -
1.2.10.	III. Verwaltungsgerichtshof	- 23 -
1.2.11.	Steuergerichtshof	- 23 -
1.2.12.	I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof	- 23 -
1.3.	Personal.....	- 24 -
1.3.1.	Richter.....	- 24 -
1.3.2.	Gerichtsschreiberei	- 24 -
1.4.	Weitere Tätigkeiten.....	- 25 -

Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2017 / Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2017-	27 -
---	-------------

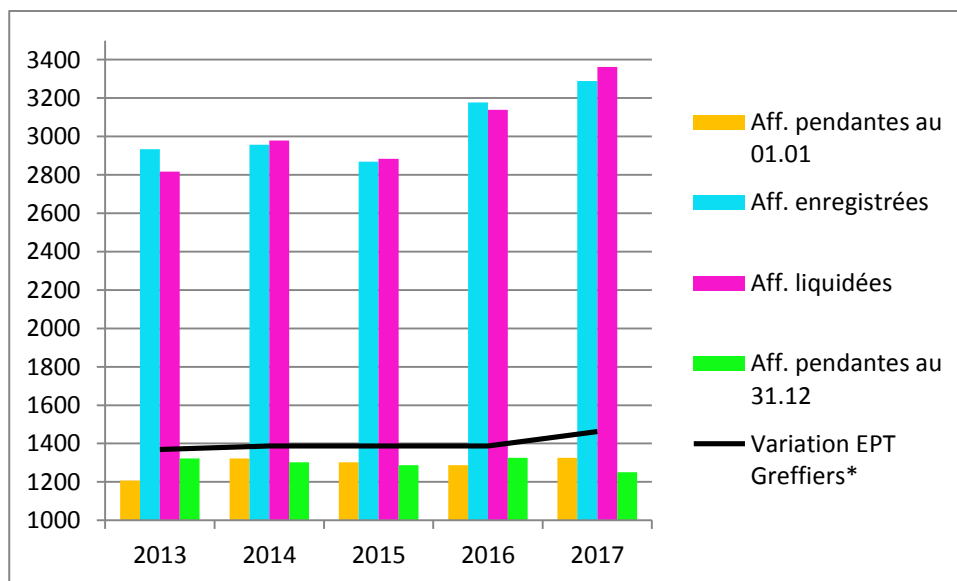
2.	PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL	- 30 -
2.1.	COURS CIVILES / ZIVILRECHTLICHE HÖFE.....	- 30 -
2.2.	COURS PENALES / STRAFRECHTLICHE HÖFE.....	- 39 -
2.3.	COURS ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE HÖFE.....	- 44 -
2.4.	RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT.....	- 56 -

Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2017

1. Partie générale

1.1. Remarques générales

En 2017, le Tribunal cantonal a rendu 3363 arrêts, soit 19.4 % d'arrêts supplémentaires sur les 5 dernières années (2016 : 3139; 2015 : 2883; 2014 : 2978; 2013 : 2817). Le travail important de l'ensemble des collaborateurs et des juges suppléants, encore davantage sollicités, et les mesures organisationnelles ont contribué à cette forte augmentation du taux de liquidation. Il a ainsi été possible de faire face au nombre croissant des nouvelles entrées judiciaires (3289 en 2017, 2933 en 2013) sans ressources rédactionnelles supplémentaires (à l'exception d'un transfert de poste en 2016 à la suite de la nouvelle compétence du Tribunal cantonal s'agissant de la suppression du recours au Conseil d'Etat en matière de personnel de l'Etat). Toutefois, en dépit des apparents bons résultats statistiques, le Tribunal cantonal est parvenu à la limite de ses capacités. Ainsi, même si le nombre total des dossiers pendants au Tribunal cantonal a diminué (1251 en 2017; 1325 en 2016; 1287 en 2015; 1302 en 2014; 1323 en 2013), celui de certaines de ses Cours a fortement augmenté (en particulier auprès de la Cour d'appel pénal, de la II^e Cour d'appel civil et de la I^e Cour administrative) et l'accroissement des nouvelles entrées auprès des Cours des assurances sociales est préoccupant, malgré le travail effectué. Par ailleurs, l'équilibre entre quantité de travail et qualité attendue d'une 2^e instance – de contrôle – devient précaire. Le temps disponible pour traiter les dossiers s'amenuise d'année en année, ce qui met logiquement en péril la mission attendue de la part du Tribunal cantonal. Il est dès lors indispensable que le Tribunal cantonal bénéficie de forces rédactionnelles supplémentaires par l'octroi des postes fixes de greffiers qu'il réclame en vain depuis plusieurs années.



* 2016 : transfert d'un EPT CE (DSJ) -> TC (recours directs du personnel de l'Etat au TC)

1.1.1. Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 8 reprises et la Commission administrative à 17 reprises. Plusieurs décisions ont en outre été prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant l'organisation du Tribunal et se sont déterminés dans le cadre de 30 consultations législatives. Par ailleurs, le Tribunal cantonal a présenté son rapport annuel en conférence de presse. Il a participé à la septième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à la Journée des Tribunaux des assurances, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM) ainsi qu'à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal. Le Tribunal cantonal a également reçu plusieurs délégations, que ce soit sur le plan national ou international avec la venue d'une Délégation de l'Ecole nationale française de la magistrature de Bordeaux. Enfin, les Juges cantonaux ont procédé à diverses inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Organisation et fonctionnement

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont fixés dans le règlement du 22 novembre 2012 (RTC; RSF 131.11). La composition de la Commission administrative, limitée à trois juges depuis 2016, s'est avérée concluante puisque elle permet de régler efficacement les questions d'administration, tout en limitant l'implication des autres juges qui peuvent se consacrer pleinement à leurs affaires juridictionnelles.

Le **plan directeur du Tribunal cantonal**, présenté dans le rapport 2016, est suivi. Pour rappel, les cinq projets suivants ont été priorisés:

Plan directeur 2017-2021: Portefeuille de cinq projets priorisés	
Projets	Brève description
1) Notification centralisée	Introduction d'une notification centralisée intégrant une impression centralisée. Premier pas vers le dossier électronique. Gain d'efficacité, en particulier pour le personnel administratif.
2) Organisation et exigences du personnel administratif	Avec l'introduction de la notification centralisée, les méthodes de travail du personnel administratif doivent être adaptées. Réflexions sur la structure et l'organisation de cette entité.
3) Dossier électronique	Amener graduellement le Tribunal cantonal vers le dossier électronique en mettant en oeuvre plusieurs sous-projets tels que la numérisation de la bibliothèque et des archives.
4) Charge de travail	Analyse des tâches actuelles et des responsabilités dans le but de faciliter la répartition de la charge de travail.
5) Travail à temps partiel et télétravail	Clarification des conditions-cadre du travail à temps partiel et du télétravail à l'aide d'une directive interne.

Le **développement informatique**, prévu dans le portefeuille des projets priorisés, a été intimement lié à celui des autres autorités judiciaires.

Ainsi, la Commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ) – avec des représentants des différentes instances, du Conseil de la magistrature, du Service de la justice et du SITel – a été formellement institutionnalisée. Dite Commission fonctionne sous la présidence de Sandra Wohlhauser, Juge cantonale, qui est membre de la Commission informatique de l'Etat. La Commission est soutenue sur le plan opérationnel par le Bureau informatique des autorités judiciaires.

S'agissant de la mise en oeuvre dudit plan directeur, en lien également avec les contraintes légales et la volonté plus générale de digitaliser les prestations des services publics, y compris de la Justice (projets

cantonaux et supra-cantonaux), le Tribunal cantonal, en collaboration avec la CIAJ, la DSJ et le SITel, a défini les contours suivants de la mise en œuvre du projet eJustice pour le Pouvoir judiciaire :

1. La mise en œuvre du projet eJustice est indispensable au bon fonctionnement du Pouvoir judiciaire et plus largement de l'administration. Il est inscrit dans le plan gouvernemental 2017-2021.

Il s'agit de pouvoir exécuter électroniquement, à tous les niveaux et au travers de chaque instance, les différentes prestations en matière de justice, afin de suivre l'évolution technologique de notre société et permettre, à terme, une simplification du travail des autorités.

Cela comprend :

- l'impression et la notification centralisées des décisions;
- la possibilité de communiquer et de consulter les dossiers pour les différentes parties et intervenants de façon électronique;
- la gestion électronique des dossiers par les autorités;
- le transfert informatique de données inter et intra autorités dans le but d'abolir le papier et de ne garder qu'un seul dossier électronique;
- la publication électronique de jugements et l'archivage électronique des dossiers.

2. En outre :

- sur le plan fédéral, ce projet se conforme à l'obligation d'introduire l'eJustice pour les autorités judiciaires civiles, pénales et administratives ainsi que pour les autorités de poursuite pénale et d'exécution des peines. Le canton de Fribourg est directement impliqué dans plusieurs groupes de travail visant la mise en œuvre de cette introduction, qu'il s'agisse par exemple du projet HIJP (Harmonisation de l'Informatique de la Justice Pénale) ou du projet e-dossier Tribunaux mené par le Tribunal fédéral.

- sur le plan cantonal, il s'inscrit notamment dans l'introduction du guichet de cyberadministration de l'Etat de Fribourg.

Concrètement, des premières mesures ont été prises, en particulier en lien avec le matériel informatique. Une salle de démonstration (« salle EUDE », Environnement Utilisateur de Demain) a été mise en place au SITel et a permis de montrer aux collaborateurs des possibilités nouvelles pour les places de travail informatiques. Il est en conséquence prévu de changer le matériel informatique en 2018.

Par ailleurs, toujours dans le domaine informatique, le SITel et le fournisseur de logiciel du Pouvoir judiciaire (Deltalogic) ont finalisé un nouvel outil d'aide à la recherche dans Tribuna (moteur de recherches), lequel a été mis en production durant le mois de décembre.

Enfin, le Tribunal plénier a adopté en septembre un règlement sur la communication électronique dans le cadre des procédures de droit administratif. Ce règlement a pour base le point 1.1 al. 4 de l'Annexe 1 du code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA; RSF 150.1) réglant le traitement électronique des données dans la procédure administrative. Il fixe les modalités de la communication entre les parties et les autorités suivantes :

- a) le Tribunal cantonal;
- b) les commissions de recours instituées par la loi;
- c) la Commission d'expropriation;
- d) les tribunaux arbitraux en matière d'assurances sociales;
- e) le Tribunal des mesures de contrainte s'agissant du droit des étrangers.

Ce règlement est entré en vigueur le 1er janvier 2018 pour le Tribunal cantonal. Pour les commissions de recours instituées par la loi, la Commission d'expropriation, les tribunaux arbitraux en matière d'assurances sociales et le Tribunal des mesures de contrainte, un délai de mise en œuvre est fixé au 1^{er} janvier 2019.

En relation avec l'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal, il est par ailleurs procédé aux constats suivants :

En ce qui concerne les activités juridictionnelles

Comme relevé dans les remarques générales, la **charge de travail globale est très importante**. La Commission administrative l'évalue régulièrement sur la base des statistiques. Elle a ainsi pu constater, pour l'ensemble du Tribunal, que le nombre des nouvelles entrées a fortement augmenté, de plus de 12 % sur les 5 dernières années (2017: 3289; 2016: 3177; 2015: 2868; 2014: 2957; 2013: 2933). Si le taux de liquidation des affaires est également en hausse, il faut toutefois souligner que la situation est préoccupante : le Tribunal cantonal est arrivé à la limite de ses capacités et la rupture est à craindre sans augmentation de taux d'activité de greffiers.

Le Tribunal cantonal se voit dès lors contraint de demander du personnel supplémentaire dans le cadre de la procédure budgétaire 2019, avec une demande de soutien de deux postes de greffiers.

En ce qui concerne le greffe, les infrastructures et les autres tâches d'administration de la justice

- Les processus de travail ont continué d'être améliorés au sein du Tribunal. A l'interne, la communication a été privilégiée avec le développement de l'intranet (bilingue). Sur le plan externe, en particulier en relation avec la jurisprudence du Tribunal cantonal, le moteur de recherche « Tribuna Publication » (<https://publicationtc.fr.ch/?locale=fr>) dispose de nouvelles fonctionnalités qui permettent de retrouver les arrêts publiés dans la Revue Fribourgeoise de Jurisprudence (RFJ).
- Le Tribunal cantonal, en collaboration étroite avec l'archiviste judiciaire engagé par le Service de la justice, a poursuivi ses tâches d'archivage en lien avec ses responsabilités de contrôler, prendre en charge, traiter, garder, conserver et gérer les archives judiciaires courantes, intermédiaires et historiques. Les buts principaux sont de maîtriser le volume des documents produits ainsi que d'assurer la pérennité, l'accessibilité, l'intégrité et la communicabilité des archives judiciaires.

1.1.2. Volume des affaires

Le tableau ci-dessous (statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal) démontre que le nombre de dossiers enregistrés a sensiblement augmenté sur 5 ans (+ 12.5 %). Dans le même temps, la hausse des taux de liquidation (+ 19.5 %) a été considérable. Malgré le travail effectué, le nombre d'affaires pendantes a cependant fortement augmenté dans certaines cours (Cour d'appel pénal, II^e Cour d'appel civil, I^e Cour administrative) et le nombre de dossiers enregistrés demeure préoccupant auprès des Cours des assurances sociales. Compte tenu de la charge de travail et des ressources à disposition, le Tribunal cantonal est arrivé à saturation.

Pour des explications complémentaires, il convient également de se référer aux données ci-après (explications par Cour et données statistiques).

1.2. Activité juridictionnelle

1.2.1. En général

a) Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

Tribunal cantonal	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1325	1287	1302	1323	1207
b) affaires enregistrées	3289	3177	2868	2957	2933
c) affaires liquidées	3363	3139	2883	2978	2817
d) affaires pendantes au 31 décembre	1251	1325	1287	1302	1323

De manière générale, le nombre des nouvelles affaires a augmenté, en rappelant également la complexité et le volume important des dossiers à traiter.

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2803 décisions en français et 530 en allemand, sans compter les 30 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

Cours civiles	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	183	163	192	216	200
b) affaires enregistrées	1263	1170	1099	1218	1143
c) affaires liquidées	1269	1150	1128	1242	1127
d) affaires pendantes au 31 décembre	177	183	163	192	216

Le nombre d'affaires inscrites au rôle de la I^e Cour en 2017 (388 affaires) a quelque peu baissé par rapport à 2016 (450), mais reste très élevé. Celui de la II^e Cour d'appel civil a augmenté de 29.4 % (576 nouvelles affaires en 2017, dont 201 demandes d'entraide judiciaire internationale; 445 nouvelles affaires en 2016 dont 166 demandes d'entraide judiciaire). Le nombre des nouvelles entrées a également augmenté auprès de la Chambre des poursuites et faillites (+ 17.4 %). Il est stable dans la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte (130 nouvelles affaires en 2017, 131 en 2016).

Langue des affaires liquidées

Les cours civiles ont rendu 1130 décisions en français et 139 en allemand.

Cours pénales	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	154	156	134	155	145
b) affaires enregistrées	574	551	483	450	459
c) affaires liquidées	549	553	461	471	449
d) affaires pendantes au 31 décembre	179	154	156	134	155

Le nombre des affaires portées au rôle de la Cour d'appel pénal a augmenté (+ 6.6 % par rapport à 2016), celui de la Chambre pénale est stable (330 nouvelles affaires en 2016 et en 2017). La hausse globale des affaires enregistrées est de plus 4 % par rapport à 2016.

Langue des affaires liquidées

Les cours pénales ont rendu 461 décisions en français et 88 en allemand.

Cours administratives	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	986	965	974	949	862
b) affaires enregistrées	1419	1441	1270	1272	1300
c) affaires liquidées	1515	1420	1279	1247	1213
d) affaires pendantes au 31 décembre	890	986	965	974	949

Le nombre des affaires enregistrées en 2017 auprès des cours administratives est en légère baisse par rapport à 2016 (- 22 dossiers [- 1.5 %]). Les dossiers inscrits au rôle des I^e et II^e Cours administratives sont stables (+ 4 dossiers et - 9 dossiers) Les affaires de la III^e Cour administrative ont diminué (- 27 dossiers, [- 11.6 %]). Il en va de même pour les nouvelles affaires enregistrées auprès de la Cour fiscale (- 37 dossiers [- 18.2 %]). Les dossiers des Cours des assurances sociales ont quant à eux subi une nouvelle augmentation des entrées, à hauteur de 8 % (+ 45 dossiers).

Il est relevé que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble des cours administratives a encore augmenté et de manière importante (+ 95 dossier en 2017; + 141 dossiers en 2016; + 32 dossiers en 2015; + 34 dossiers en 2014) grâce à l'effort considérable de tous les juges, collaborateurs et à l'utilisation régulière des juges suppléants. La situation demeure toutefois préoccupante dès lors que le nombre d'affaires pendantes est élevé, avec 890 dossiers non liquidés au 31 décembre 2017.

Langue des affaires liquidées

Les cours administratives ont rendu 1212 décisions en français et 303 en allemand.

b) Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	186	103	60	42	8	0
II ^e Cour d'appel civil et Président	348	141	51	15	7	0
Chambre des poursuites et faillites	119	32	13	4	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	48	62	28	0	0	0
Cour d'appel pénal	61	24	20	58	25	2
Chambre pénale	147	103	60	25	4	1
I ^e Cour administrative	52	52	32	56	49	2
II ^e Cour administrative	30	24	39	20	29	2
III ^e Cour administrative	61	90	22	20	10	8
Cour fiscale	33	49	35	41	68	0
I ^e Cour des assurances sociales	26	37	32	118	144	13
II ^e Cour des assurances sociales	22	59	36	101	91	12

c) Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté une partie du Ministère public (10 procureurs) et du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine (4 présidents); le Tribunal d'arrondissement du Lac; les Justices de paix de la Gruyère, du Lac, de la Sarine et de la Singine; les Préfectures de la Glâne, de la Gruyère, du Lac et de la Sarine; l'Autorité de surveillance du Registre foncier; les Commissions d'expropriation, de recours de l'Université, de recours en matière d'améliorations foncières, de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif (à l'exception du Lac et de la Singine).

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept offices des poursuites.

1.2.2. I^e Cour d'appel civil

Les craintes d'une augmentation des recours compte tenu des incertitudes liées à l'application du nouveau droit relatif aux contributions d'entretien pour les enfants et au partage des avoirs de prévoyance en cas de divorce, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017, ne se sont pas réalisées. Au contraire, le nombre d'affaires inscrites au rôle de la Cour en 2017 (388 affaires) a quelque peu baissé par rapport à 2016, mais reste très élevé (pour mémoire, 100 affaires avaient été enregistrées en 2010). Grâce notamment au soutien de juges cantonaux suppléants et de greffiers expérimentés, le taux de liquidation est resté lui aussi très élevé, de sorte que le nombre de dossiers pendants en fin d'année est inférieur à 80. La situation de la Cour reste néanmoins délicate, en particulier en ce qui concerne le traitement des recours sur mesures provisionnelles et mesures protectrices de l'union conjugale, qui prend parfois trop de temps.

1.2.3. II^e Cour d'appel civil

La II^e Cour d'appel civil traite principalement les appels et recours en matière de droit de la poursuite pour dettes et faillite, de bail - à loyer et à ferme -, de droit du travail et d'assistance judiciaire ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique. Les affaires enregistrées dans ces différents domaines sont passées de 280 à 375 par rapport à l'année précédente, ce qui signifie une augmentation de la charge de travail de 34 % en 2017. Il y a lieu de constater que la II^e Cour d'appel civil ne peut pas absorber cette hausse importante de nouvelles affaires avec les moyens actuels; le nombre d'affaires pendantes a en conséquence augmenté de 26 % à la fin de l'année par rapport à l'année précédente. À moyen terme, une solution doit être trouvée.

La II^e Cour d'appel civil est de surcroît compétente pour examiner et transmettre les demandes d'entraide internationale en matière civile et commerciale. 201 demandes d'entraide ont été traitées durant l'année 2017. La Cour a ainsi dû faire face à une augmentation de 21 % par rapport à l'année précédente. Les retards ont toutefois pu être évités dans ce domaine grâce au travail efficace du greffe.

1.2.4. Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.2.5. Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

En 2017, si le nombre de dossiers entrés est resté stable (125 dossiers en 2015, 131 en 2016, 130 en 2017), la complexité et l'urgence des dossiers ont augmenté, s'agissant aussi bien des faits que des aspects juridiques qui sont soumis à la Cour. La charge de travail demeure ainsi importante, ces dossiers devant être traités prioritairement. La Cour s'est en outre déplacée à 9 reprises au Centre de soins hospitaliers de Marsens, à l'HFR ou à l'Unité Time Out pour procéder à des auditions.

1.2.6. Cour d'appel pénal

En 2017, la Cour a connu pour la 6^{ème} année consécutive une nouvelle et sensible augmentation du nombre de nouveaux dossiers (+ 6,6 %). Cette augmentation s'ajoute à celle de 10 % déjà survenue en 2016. Entre 2012 et 2017, le nombre de nouvelles affaires est passé de 164 à 225 (+ 37 %). Malgré l'intégration systématique dans la composition de la Cour d'un juge suppléant pour les affaires se déroulant en procédure orale et la désignation, dans la mesure de leur disponibilité, de juges rapporteurs suppléants dans les procédures écrites, le nombre d'affaires pendantes a fortement augmenté, passant de 85 à fin 2016 à 120 à fin décembre 2017 (+ 41 %). Sans forces de travail supplémentaires, les limites de ce que la Cour d'appel pénal est en mesure d'absorber comme nouveaux cas en une année ont maintenant été atteintes.

L'augmentation concerne non seulement le nombre de nouveaux dossiers, mais également l'ampleur des procédures. De plus, fréquemment, encouragés par le fait que le code de procédure pénale n'impose pas de motiver par écrit un appel, les recourants ne se limitent pas à contester un point précis du jugement de première instance, mais le contestent dans son intégralité, tant en ce qui concerne l'établissement des faits qu'en ce qui concerne la qualification juridique et la fixation de la peine. L'absence totale de motivation des appels implique pour les juges et pour le greffier, en particulier lorsqu'il s'agit de réexaminer l'ensemble des faits d'une procédure volumineuse, une augmentation très importante du temps de préparation des séances par rapport à celui qui serait nécessaire pour préparer une audience sur la base d'un recours motivé, exigence standard dans les autres domaines du droit.

1.2.7. Chambre pénale

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure pénale en 2011, le nombre des affaires enregistrées en Chambre pénale, qui s'était accru de 197 à 333 l'an dernier - soit une augmentation de 69% - s'est maintenu à ce niveau en 2017 (330 nouvelles causes). Compte tenu de leurs objets, la plupart de ces causes ont un degré de priorité élevé. A cet égard, il est en particulier relevé que les recours touchant aux détentions - au degré de priorité le plus élevé qui soit, qui nécessite par ailleurs la mise en place d'une permanence en cas de week-ends prolongés - sont passés de 17 en 2011 à 34 en 2016 et se sont élevés à 38 en 2017. Cette situation demeure préoccupante, d'autant que la célérité exigée rend plus difficile de recourir aux juges suppléants. Pour rappel, les trois juges de la Chambre pénale, outre qu'ils sont membres ordinaires d'autres Cours, traitent aussi toutes les demandes de révision inscrites au rôle de la Cour d'appel pénal.

1.2.8. I^e Cour administrative

A la suite de la hausse très importante de nouvelles affaires constatée en 2016 (par rapport à 2015 + 107 affaires supplémentaires, soit une augmentation de 62.5 %) qui se retrouve dans le domaine des étrangers et des recours en matière de personnel, le nombre d'affaires pendantes a, en conséquence, augmenté (à fin 2017, + 30.4 % par rapport à fin 2016).

1.2.9. II^e Cour administrative

L'activité de la II^e Cour administrative pour l'année 2017 n'amène pas de remarques particulières.

1.2.10. III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2017 n'amène pas de remarques particulières.

1.2.11. Cour fiscale

Le nombre de nouvelles causes en 2017 (166) est revenu à un niveau proche de celui de 2013 (161) et 2014 (177), après deux années où les enregistrements ont été plus nombreux (2015 : 212; 2016 : 203). La quantité de dossiers liquidés (226) est plus importante que celle des nouvelles entrées, réduisant de façon significative le nombre de procédures pendantes (79 à fin 2017). La nature des affaires traitées n'appelle quant à elle pas de remarque particulière.

1.2.12. I^e et II^e Cours des assurances sociales

En 2017, sans changement des taux d'activité des collaboratrices et collaborateurs, les deux Cours des assurances sociales ont poursuivi leurs efforts, sur la lancée des années précédentes. Ses greffiers et juges ordinaires ont maintenu et même augmenté la cadence, comme également les juges suppléants, dont le concours s'est encore avéré précieux.

Il est ainsi réjouissant de constater que le taux de liquidation a pu être augmenté de 24 %, grâce, notamment, aux mesures prises à l'interne, et tout particulièrement la politique de liquidation des assistances judiciaires (AJT) dans l'arrêt au fond, introduite en 2016, et qui permet de réduire sensiblement la durée des procédures. La plupart des dossiers se liquident désormais dans l'année-même de leur entrée. Les dossiers pendants ont, dans ces conditions, globalement été réduits, de 532 à 448.

Il est, cela étant, assez improbable que l'augmentation du taux de liquidation se poursuive en 2018.

La situation des deux Cours reste en effet inquiétante. Depuis l'année 2014, on observe une augmentation constante du nombre d'entrées dans le domaine des assurances sociales (2013 : 457 entrées, 2014 : 522, 2015 : 536, 2016 : 562, 2017 : 607; soit une augmentation de plus de 30 % entre 2013 et 2017), signe évident de la précarité et du désarroi qu'elle engendre auprès d'une partie défavorisée de la population, également toujours plus nombreuse et vindicative.

La masse de dossiers à juger devient toujours plus importante et le traitement des affaires se complexifie. Les exigences introduites par la jurisprudence relative à la preuve de l'existence d'un état de santé invalidant entraînent un accroissement d'avis divergents entre les différents experts médicaux consultés, avis dont la valeur probante doit être appréciée par les deux Cours.

Particulièrement préoccupante est à cet égard la situation en matière d'assurance-accidents, dont le nombre d'affaires ne cesse d'augmenter : les assurés ne parvenant plus à s'acquitter de leur franchise d'assurance-maladie, ils sollicitent la prise en charge, plus avantageuse pour eux, de l'assurance-accidents pour des atteintes dont il devient de plus en plus difficile à déterminer si elles sont ou non en lien avec l'accident. La SUVA étant peu encline à prêter dans ce genre de cas litigieux, les assurés ne le comprenant pas, les experts ne parvenant pas pour leur part à se prononcer, la plupart de ces dossiers font désormais de réguliers allers-retours au TF.

Tout cela pour dire qu'en dépit des apparents bons résultats statistiques, les deux Cours sont parvenues à la limite de leur capacité, au-delà de laquelle, sans augmentation prochaine des taux d'activité, la rupture est à craindre.

1.3. Personnel

1.3.1. Juges

Daniela Kiener, élue Juge cantonale à 50 % en remplacement d'Hugo Casanova, a débuté son activité le 1^{er} janvier 2017.

Il n'y a pas eu de changement parmi les juges suppléants.

S'agissant des activités accessoires, Dina Beti est membre de la Commission du barreau et de la Commission des examens du barreau, et membre suppléante de la nouvelle Commission du notariat. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour les formations de postgrade EMBA et CAS (public management). A côté de son poste de juge à mi-temps, il est actif dans le domaine de l'humour et de la culture. Hubert Bugnon est membre de la Commission du barreau. Jérôme Delabays est membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Johannes Frölicher continue d'œuvrer en tant que juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation "les Buissonnets". Dominique Gross est membre suppléante de la Commission des examens du barreau. Marianne Jungo est membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Daniela Kiener fonctionne comme juge pour les affaires en allemand de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents, Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2^{ème} arrondissement, ainsi que désormais aussi membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Vice-présidente de l'Association St-Camille, à Marly. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité. Marc Sugnaux est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléant de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre des comités de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et de l'Académie suisse de la magistrature et il est formateur en droit commercial dans le cadre d'un brevet fédéral. Adrian Urwyler préside le Conseil de la magistrature et était Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature jusqu'en juin 2017. Il est membre de la Commission administrative de l'Etablissement de détention fribourgeois (EDFR). Sandra Wohlhauser préside la Commission informatique des autorités judiciaires et est membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg. Elle est en outre nouvellement membre suppléante de la Commission du barreau.

1.3.2. Greffe

Etat de situation

Actuellement, 66 personnes travaillent au Tribunal cantonal :

15	Juges cantonaux
1	Secrétaire général
24	Greffiers
19	Collaborateurs au sein du personnel administratif (1 cheffe de bureau, 16 secrétaires - y compris comptables -, 1 huissier, 1 archiviste judiciaire travaillant à 10% [engagé par le Service de la justice])
5	Greffiers-stagiaires (en principe 10 sur l'année)
<u>2</u>	Apprentis employés de commerce
Total	66

En 2017, sans compter les Juges cantonaux et les engagements de durée déterminée des stagiaires et apprentis, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué, selon positions budgétaires 2017, de 32.75 postes d'équivalents plein temps (1 EPT de secrétaire général, 19.25 EPT de greffiers, 12.5 EPT de personnel administratif) (27.3 EPT selon comptes 2016). L'augmentation d'équivalents plein temps est liée à la transformation des contrats de durée déterminée – sur crédits forfaitaires (huissier, secrétaires; team

informatique rattaché au SITel) – en engagements de durée indéterminée ainsi qu'à l'octroi d'un poste fixe de greffier pour la gestion des recours du personnel de l'Etat (suppression du recours au Conseil d'Etat en matière de personnel).

Pour 2018, le Tribunal cantonal a demandé, sans succès, deux postes supplémentaires de greffier.

Départs-arrivées

S'agissant des greffiers, à la suite des départs de Sandra Martins et de Frédérique Riesen, Isabelle Schuwey et Jessica Koller ont débuté leur activité en janvier 2017. Pour pallier les absences de Catherine Faller et Cornelia Thalmann El Bachary, en congé maternité, le Tribunal cantonal a par ailleurs procédé aux engagements d'Elsa Gendre, d'Elodie Surchat, de Franziska Waser et de Sonia Gerber (périodes déterminées; temps partiels). Enfin, à la suite de l'engagement pour une année de Myriam Brodbeck auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme, Frédérique Jungo a été engagée pour la remplacer durant l'année 2017.

Au sein du secrétariat, Ophélie Carrel a quitté le Tribunal cantonal et a été remplacée par Fabienne Andrey.

La forte charge de travail n'a pas empêché le Tribunal cantonal de poursuivre ses tâches de formation. Ainsi, dans le cadre de leur formation d'avocat/e, douze personnes ont accompli un stage de greffier/ère. Le Tribunal cantonal forme également des apprentis employés de commerce.

Des félicitations sont enfin adressées à Mirjam Brodbeck, greffière-rapporteuse, qui a réussi le Certificate of Advanced Studies pour la Médiation (CAS) délivré par la Haute Ecole de Lucerne (*Lucerne University of Applied Sciences and Arts*).

Suivi du personnel

Il est rappelé que le personnel du greffe est évalué chaque année conformément à la législation sur le personnel.

1.4. Autres activités

Le Président et Anne-Sophie Peyraud ont participé le 28 avril 2017 à la Journée des Tribunaux des assurances, à Bâle.

Ils ont également participé à la Conférence juridique du Tribunal administratif fédéral à Saint-Gall intitulée « 10 ans d'activité du TAF – la justice en dialogue », le 23 mars 2017.

Les 23 mars et 9 juin 2017, la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte et la le Cour d'appel civil ont rencontré la direction et les collaborateurs du Point Rencontre Fribourg.

Le Président, des juges, le secrétaire général et ses suppléants ont assisté à la manifestation organisée le 23 juin 2017 pour les 10 ans du Conseil de la magistrature.

Le Président et le secrétaire général ont assisté à la présentation du rapport annuel des autorités judiciaires genevoises, en présence de délégations étrangères ainsi que du Tribunal fédéral et de cantons romands.

La Vice-présidente a participé à la septième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Lausanne, le 27 octobre 2017.

Les juges et les greffiers de la Cour d'appel pénal ont organisé à Fribourg la rencontre annuelle des Cours d'appel pénal des cantons de Vaud, Neuchâtel et Fribourg.

Des juges ont participé aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à Genève ainsi qu'à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM).

Michel Favre ainsi que des greffiers des cours pénales ont participé à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Genève.

Le 21 novembre, le Tribunal cantonal a reçu une Délégation de l'Ecole nationale française de la magistrature de Bordeaux.

Dina Beti a reçu des étudiants dans le cadre du programme Erasmus de l'Université de Fribourg.

Le Président, d'autres Juges cantonaux et le secrétaire général ont participé aux diverses manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les juges au cours de l'année 2017 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Dina Beti a procédé à des présentations en faveur d'étudiants de l'Université de Fribourg.

Jérôme Delabays, Dominique Gross, Adrian Urwyler et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile. Il collabore toujours au Code de procédure civile annoté on-line.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale. Il a donné une conférence sur le thème du nouveau régime des sanctions pénales à l'occasion de la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois. Il a donné des cours aux avocats-stagiaires fribourgeois sur la question de l'appel pénal.

Christian Pfammatter a animé le 27 avril 2017 un workshop sur l'effet suspensif dans le cadre de la Biennale de droit administratif à Nottwil. Il a donné le 21 septembre 2017 un cours bloc en aménagement du territoire pour les étudiants en master, à l'Université de Fribourg ainsi qu'une conférence sur la qualité pour recourir des associations lors du Colloque de procédure publique à l'Université de Neuchâtel en date du 21 novembre 2017.

Dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature, Marc Sugnaux a donné un cours sur la communication dans le processus d'élaboration des décisions. Pour la Fondation pour la formation continue des juges, il a coorganisé un séminaire sur le thème « audiences de conciliation : trouver des solutions, favoriser l'acceptation », à Gerzensee. Pour la même fondation, il a également codirigé la deuxième Biennale du droit administratif, à Nottwil.

Catherine Faller donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur le recours (art. 393 à 397 CPP) et la révision (art. 410 à 415 CPP) en matière pénale.

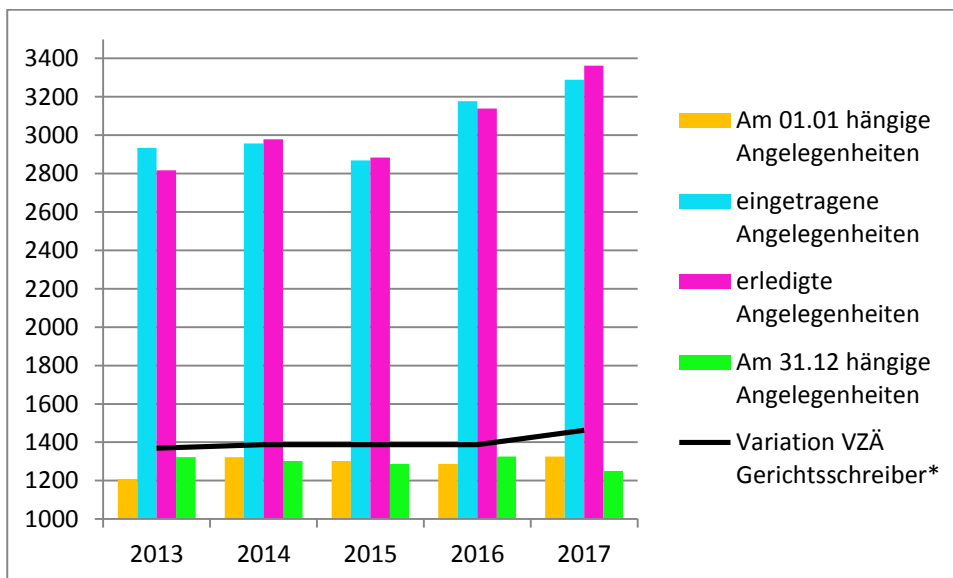
Dans le cadre de la formation continue, depuis le mois d'octobre, chaque vendredi, les juges et greffiers des cours pénales ont pu accompagner durant toute une nuit une patrouille de la gendarmerie.

Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2017

1. Allgemeiner Teil

1.1. Allgemeine Bemerkungen

2017 fällte das Kantonsgericht 3363 Urteile, und somit 19.4 % zusätzliche Entscheide gerechnet auf die letzten 5 Jahre (2016: 3139; 2015: 2883; 2014: 2978; 2013: 2817). Zu dieser starken Zunahme der erledigten Fälle haben der beträchtliche Einsatz aller Mitarbeitenden und der Ersatzrichter, die verstärkt beigezogen wurden, sowie die organisatorischen Massnahmen beigetragen. So war es auch möglich, die steigende Zahl der Neueingänge (3289 im Jahr 2017, 2933 im Jahr 2013) ohne Inanspruchnahme zusätzlicher redaktioneller Ressourcen (mit Ausnahme der Übertragung eines Postens im Anschluss an die neue Zuständigkeit des Kantonsgerichts nach der Aufhebung der Beschwerdemöglichkeit an den Staatsrat im Personalwesen) zu bewältigen. Trotz der scheinbar guten Statistiken ist das Kantonsgericht jedoch an die Grenzen seiner Kapazitäten gestossen. Auch wenn die Gesamtzahl der beim Kantonsgericht hängigen Angelegenheiten rückläufig war (1251 im Jahr 2017; 1325 im Jahr 2016; 1287 im Jahr 2015; 1302 im Jahr 2014; 1323 im Jahr 2013), ist diese bei gewissen Höfen (insbesondere Strafappellationshof, II. Zivilappellationshof und I. Verwaltungsgerichtshof) stark angestiegen und die Zunahme der Neueingänge bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen trotz der geleisteten Arbeit besorgniserregend. Ausserdem wird das Gleichgewicht zwischen Arbeitsumfang und der von einer zweiten «Kontroll»-Instanz erwarteten Qualität prekär. Die für die Behandlung der Dossiers verfügbare Zeit nimmt von Jahr zu Jahr ab, was logischerweise die vom Kantonsgericht erwartete Mission gefährdet. Es ist daher unerlässlich, dass das Kantonsgericht über zusätzliche redaktionelle Kräfte verfügen kann, indem ihm Gerichtsschreiberstellen als Fixposten zugesprochen werden, was seit mehreren Jahren vergeblich gefordert wird.



* 2016: Übertragung einer VZÄ SR (SJD) -> KG (direkte Beschwerden des Staatspersonals an das KG)

1.1.1. Verwaltung der Justiz

Das Gesamtgericht ist zu 8 und die Verwaltungskommission zu 17 Sitzungen zusammengetreten. Mehrere Entscheide wurden ausserdem auf dem Zirkulationsweg gefällt. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben, namentlich in Bezug auf das Personal und den Voranschlag, gekümmert, mit Fragen betreffend die Organisation des Gerichts befasst und an 30 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich teilgenommen. Ausserdem hat das Kantonsgericht anlässlich einer Pressekonferenz seinen Jahresbericht vorgestellt. Es hat an der siebten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz, an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung, an der Tagung der schweizerischen Sozialversicherungsgerichte, an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisierten Tag der Richterinnen und Richter sowie an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft teilgenommen. Das Kantonsgericht hat ausserdem mehrere Delegationen empfangen, dies auf nationaler oder, mit dem Besuch einer Delegation der nationalen französischen Richterschule aus Bordeaux, auf internationaler Ebene. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates hin verschiedene jährliche Inspektionen durchgeführt.

Organisation und Arbeitsweise

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im Reglement des Kantonsgerichts vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt. Die seit 2016 auf drei Richter beschränkte Zusammensetzung der Verwaltungskommission hat sich bewährt, da sie es erlaubt, Fragen der Verwaltung effizient zu regeln, ohne jedes Mal alle Richter aufzubieten. Diese können sich unterdessen voll und ganz ihren richterlichen Aufgaben widmen.

Der **Leitplan des Kantonsgerichts**, der im Bericht 2016 vorgestellt wurde, wird weiterverfolgt. Zur Erinnerung: Folgende fünf Projekte sind priorisiert worden:

Leitplan 2017-2021: Portfolio von fünf priorisierten Projekten	
Projekt	Kurzbeschreibung
1) Zentralisierte Zustellung	Einführung eines zentralisierten Zustellungssystems, mit integrierter zentraler Druckerei. Heranführung an das elektronische Dossier. Effizienzgewinn, vor allem beim Verwaltungspersonal.
2) Organisation und Anforderungen an das Verwaltungspersonal	Die Einführung des zentralisierten Zustellungssystems erfordert eine Anpassung der Arbeitsmethoden des Verwaltungspersonals. Überlegungen zu Struktur und Organisation dieser Einheit.
3) Elektronisches Dossier	Schrittweise Heranführung des Kantonsgerichts an das elektronische Dossier durch die Umsetzung verschiedener Unterprojekte wie die Digitalisierung der Bibliothek und des Archivs.
4) Arbeitslast	Analyse der gegenwärtigen Arbeitslastverhältnisse unter Berücksichtigung der Verantwortlichkeiten mit dem Ziel, die Arbeitslast adäquat verteilen zu können.
5) Teilzeit- und Telearbeit	Ausarbeitung der Rahmenbedingungen mit Hilfe einer Richtlinie für Teilzeit- und Telearbeitende.

Die im Portfolio der priorisierten Projekte vorgesehene **Entwicklung der Informatik** wurde eng mit jener der anderen Gerichtsbehörden verbunden.

Die Informatikkommission für die Gerichtsbehörden (IKGB) - bestehend aus Vertretern verschiedener Instanzen, des Justizrates, des Amts für Justiz und des ITA - wurde amtlich institutionalisiert. Diese Kommission steht unter dem Präsidium von Kantonsrichterin Sandra Wohlhauser, die Mitglied der Informatikkommission des Staates ist. Sie wird auf operativer Ebene durch das Informatikbüro der Gerichtsbehörden unterstützt.

Was die Umsetzung des genannten Leitplans anbelangt, die auch verbunden ist mit gesetzlichen Vorgaben und allgemein dem Willen, die öffentlichen Dienstleistungen, einschliesslich der Justiz (kantonale und überkantonale Projekte) zu digitalisieren, hat das Kantonsgericht in Zusammenarbeit mit der IKGB, der SJD und dem ITA folgende Ausrichtungen der Umsetzung des Projekts eJustice für die Gerichtsbehörden bestimmt:

1. Die Umsetzung des Projekts eJustice ist für die ordnungsgemässe Arbeitsweise der richterlichen Gewalt und weiter gefasst der Verwaltung unerlässlich. Es ist in der Legislaturplanung 2017-2021 aufgenommen worden.

Es geht darum, dass die verschiedenen Dienstleistungen im Justizbereich auf allen Ebenen und über alle Instanzen hinweg elektronisch erbracht werden können, um der technologischen Entwicklung unserer Gesellschaft zu folgen und längerfristig die Vereinfachung der Arbeit der Behörden zu erlauben.

Dies umfasst:

- die Zentralisierung von Druck und Zustellung der Entscheide;
- die Möglichkeit, für die verschiedenen Parteien und Intervenienten, die Dossiers elektronisch einzureichen und einzusehen;
- die elektronische Führung der Dossiers durch die Behörden;
- die elektronische Übermittlung von Daten von einer Behörde zur anderen und innerhalb der Behörden mit dem Ziel, das Papier abzuschaffen und nur ein einziges, elektronisches Dossier zu behalten;
- die elektronische Veröffentlichung der Urteile und die elektronische Archivierung der Dossiers.

2. Ausserdem:

- Dieses Projekt richtet sich auf nationaler Ebene nach der Verpflichtung, eJustice für die zivilrechtlichen, strafrechtlichen und verwaltungsrechtlichen Gerichtsbehörden sowie für die Strafverfolgungs- und die Strafvollzugsbehörden einzuführen. Der Kanton Freiburg ist direkt beteiligt an mehreren Arbeitsgruppen, die die Umsetzung dieser Einführung anstreben, sei dies beispielsweise das Projekt HIS (Harmonisierung der Informatik in der Strafjustiz) oder das vom Bundesgericht geführte Projekt eDossier-Gerichte.

- auf kantonaler Ebene reiht sich dieses Projekt namentlich ein in die Einführung des E-Government-Schalters des Staates Freiburg.

Konkret wurden insbesondere im Zusammenhang mit dem Informatikmaterial erste Massnahmen getroffen. Beim ITA wurde ein Vorführraum («Saal EUDE», Environnement Utilisateur de Demain) eingerichtet, der es erlaubte, den Mitarbeitenden die neuen Möglichkeiten für die Informatik-Arbeitsplätze zu zeigen. Demnach ist vorgesehen, das Informatikmaterial 2018 auszuwechseln.

Zudem haben, immer noch im Informatikbereich, das ITA und der Softwarelieferant der Gerichtsbehörden (Deltalogic) ein neues Hilfswerkzeug für die Suche in Tribuna (Suchmaschine) fertiggestellt, das während des Monats Dezember 2017 in Produktion gegeben wurde.

Schliesslich hat das Gesamtgericht im September ein Reglement über den elektronischen Rechtsverkehr im verwaltungsrechtlichen Verfahren verabschiedet. Dieses stützt sich ab auf Punkt 1.1 Abs. 4 im Anhang 1 des Gesetzes vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG, SGF 150.1), der die elektronische Bearbeitung von Daten im verwaltungsrechtlichen Verfahren regelt. Es legt die Modalitäten des elektronischen Rechtsverkehrs zwischen den Parteien und den folgenden Behörden fest:

- a) dem Kantonsgericht;
- b) den gesetzlich eingesetzten Rekurskommissionen;
- c) der Enteignungskommission;
- d) den Schiedsgerichten im Sozialversicherungsbereich;
- e) dem Zwangsmassnahmengericht beim Ausländerrecht.

Dieses Reglement ist, was das Kantonsgericht anbelangt, am 1. Januar 2018 in Kraft getreten. Für die gesetzlich eingesetzten Rekurskommissionen, die Enteignungskommission, die Schiedsgerichte im Sozialversicherungsbereich und das Zwangsmassnahmengericht wurde eine Umsetzungsfrist bis 1. Januar 2019 festgesetzt.

Die Gerichtstätigkeit betreffend

Wie in den allgemeinen Bemerkungen hervorgehoben, ist die **gesamte Arbeitslast sehr hoch**. Die Verwaltungskommission ermittelt sie regelmässig anhand von Statistiken. Sie konnte demnach feststellen, dass für das Gericht insgesamt die Zahl der Neueingänge stark angestiegen ist, nämlich um mehr als 12 % innerhalb der letzten 5 Jahre (2017: 3289; 2016: 3177; 2015: 2868; 2014: 2957; 2013: 2933). Auch wenn der Satz der erledigten Angelegenheiten ebenfalls zunimmt, ist dennoch zu betonen, dass die Situation besorgniserregend ist: Das Kantonsgericht ist an die Grenzen seiner Leistungskraft gestossen und, ohne Erhöhung des Beschäftigungsgrades der Gerichtsschreiber, ist ein Zusammenbruch zu befürchten. Das Kantonsgericht sieht sich daher gezwungen, im Rahmen des Voranschlagverfahrens 2019 zusätzliches Personal in Form von zwei Gerichtsschreiberstellen zu beantragen.

Was die Gerichtsschreiberei, die Infrastruktur und die übrigen Verwaltungsaufgaben des Justizwesens anbelangt

- Die Arbeitsprozesse innerhalb des Gerichts sind weiterhin verbessert worden. Intern wurde die Kommunikation mit der Entwicklung von Intranet (zweisprachig) privilegiert. Auf externer Ebene verfügt die Suchmaschine «Tribuna Publikation» (<https://publicationtc.fr.ch/?locale=de>) insbesondere in Bezug auf die Rechtsprechung des Kantonsgerichts über neue Funktionen, die das Finden von Urteilen, die unter anderem in der Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung (FZR) veröffentlicht wurden, erlaubt.
- Das Kantonsgericht hat seine Archivierungsaufgaben im Zusammenhang mit seiner Verpflichtung zur Kontrolle, Übernahme, Bearbeitung, Aufbewahrung und Verwaltung des laufenden, des Zwischen- und des historischen Gerichtsarchivs in enger Zusammenarbeit mit dem vom Amt für Justiz angestellten Gerichtsarchivar weitergeführt. Hauptzweck ist die Bewältigung des Volumens der erstellten Dokumente und die Sicherstellung der langfristigen Aufbewahrung, des Zugangs, der Integrität und der Kommunizierbarkeit der Gerichtsakten.

1.1.2. Arbeitsvolumen

Die Tabelle weiter unten (allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht) zeigt, dass die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten innert 5 Jahren beträchtlich gestiegen ist (+ 12.5 %). In der gleichen Zeitspanne ist eine wesentliche Zunahme der erledigten Angelegenheiten zu verzeichnen (+ 19.5 %). Trotz der geleisteten Arbeit ist die Zahl der hängigen Angelegenheiten in einigen Höfen jedoch stark gestiegen (Strafappellationshof, II. Zivilappellationshof, I. Verwaltungsgerichtshof), und die Zahl der bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen eingetragenen Dossiers bleibt besorgniserregend. In Anbetracht der Arbeitslast und der zur Verfügung stehenden Ressourcen hat das Kantonsgericht die Belastungsgrenze erreicht.

Für ergänzende Erläuterungen kann auf die Daten weiter unten (Bemerkungen der einzelnen Höfe und Statistik) Bezug genommen werden.

1.2. Gerichtstätigkeit

1.2.1. Allgemeines

a) Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Höfe

Kantonsgericht	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1325	1287	1302	1323	1207
b) eingetragene Angelegenheiten	3289	3177	2868	2957	2933
c) erledigte Angelegenheiten	3363	3139	2883	2978	2817
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1251	1325	1287	1302	1323

Ganz allgemein ist zu bemerken, dass die Zahl der neuen Angelegenheiten gestiegen ist, wobei wiederum hervorzuheben ist, dass zahlreiche zu behandelnde Dossiers sehr komplex und umfangreich sind.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2803 Urteile in französischer und 530 in deutscher Sprache gefällt. Hinzu kommen die 30 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

Zivilrechtliche Höfe	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	183	163	192	216	200
b) eingetragene Angelegenheiten	1263	1170	1099	1218	1143
c) erledigte Angelegenheiten	1269	1150	1128	1242	1127
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	177	183	163	192	216

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten des I. Zivilappellationshofs im Jahr 2017 (388 Angelegenheiten) ist gegenüber 2016 (450) leicht rückläufig, aber immer noch sehr hoch. Jene des II. Zivilappellationshofs hat um 29.4 % zugenommen (576 neue Angelegenheiten im Jahr 2017, wovon 201 internationale Rechtshilfesuche; 445 neue Angelegenheiten im Jahr 2016, wovon 166 Rechtshilfesuche). Die Zahl der neuen Angelegenheiten bei der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer ist ebenfalls gestiegen (+ 17.4 %). Beim Kindes- und Erwachsenenschutzhof ist sie stabil geblieben (130 neue Angelegenheiten im Jahr 2017, 131 im Jahr 2016).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Zivilrechtlichen Höfe haben 1130 Urteile in französischer und 139 in deutscher Sprache gefällt.

Strafrechtliche Höfe	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	154	156	134	155	145
b) eingetragene Angelegenheiten	574	551	483	450	459
c) erledigte Angelegenheiten	549	553	461	471	449
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	179	154	156	134	155

Die Zahl der beim Strafappellationshof eingetragenen Angelegenheiten ist gestiegen (+ 6.6 % gegenüber 2016), jene bei der Strafkammer stabil geblieben (330 neue Angelegenheiten in den Jahren 2016 und 2017). Die Gesamtzunahme erhebt sich gegenüber 2016 um 4 %.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Strafrechtlichen Höfe haben 461 Urteile in französischer und 88 in deutscher Sprache gefällt.

Verwaltungsrechtliche Höfe	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	986	965	974	949	862
b) eingetragene Angelegenheiten	1419	1441	1270	1272	1300
c) erledigte Angelegenheiten	1515	1420	1279	1247	1213
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	890	986	965	974	949

Die Zahl der 2017 bei den Verwaltungsrechtlichen Höfen eingetragenen Angelegenheiten ist gegenüber 2016 leicht rückläufig (- 22 Dossiers [- 1.5 %]). Die beim I. und II. Verwaltungsgerichtshof eingetragenen Angelegenheiten sind stabil (+ 4 Dossiers und - 9 Dossiers). Die Zahl der Angelegenheiten beim III. Verwaltungsgerichtshof ist rückläufig (- 27 Dossiers, [- 11.6 %]). Dasselbe gilt für die neu eingetragenen Angelegenheiten beim Steuergerichtshof (- 37 Dossiers [- 18.2 %]). Bei den Dossiers der Sozialversicherungsgerichtshöfe ist eine erneute Zunahme der Neueingänge von 8 % (+ 45 Dossiers) zu verzeichnen.

Es wird hervorgehoben, dass die Zahl der gesamten, durch die Verwaltungsrechtlichen Höfe erledigten Angelegenheiten nochmals stark gestiegen ist (+ 95 Dossier im Jahr 2017; + 141 Dossiers im Jahr 2016; + 32 Dossiers im Jahr 2015; + 34 Dossiers im Jahr 2014), dies dank der enormen Anstrengungen aller Richter und Mitarbeitenden und des regelmässigen Bezugs von Ersatzrichtern. Die Situation ist jedoch weiterhin besorgniserregend, ist doch die Zahl der hängigen Angelegenheiten mit 890 offenen Dossiers per 31. Dezember 2017 hoch.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Verwaltungsrechtlichen Höfe haben 1212 Urteile in französischer und 303 in deutscher Sprache gefällt.

b) Dauer des Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 - 30 Tage	1- 3 Monate	3 - 6 Monate	6 - 12 Monate	1 -2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	186	103	60	42	8	0
II. Zivilappellationshof und Präsident	348	141	51	15	7	0
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	119	34	13	4	0	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	48	62	28	0	0	0
Strafappellationshof	61	24	20	58	25	2
Strafkammer	147	103	60	25	4	1
I. Verwaltungsgerichtshof	52	52	32	56	49	2
II. Verwaltungsgerichtshof	30	24	39	20	29	2
III. Verwaltungsgerichtshof	61	90	22	20	10	8
Steuergerichtshof	33	49	35	41	68	0
I. Sozialversicherungsgerichtshof	26	37	32	118	144	13
II. Sozialversicherungsgerichtshof	22	59	36	101	91	12

c) Delegierte Aufsicht

Im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht einen Teil der Staatsanwaltschaft (10 Staatsanwälte) und des Bezirksgerichts der Saane (4 Präsidenten), das Bezirksgericht des Sees, die Friedensgerichte des Greyerz, des Sees, der Saane und der Sense, die Oberämter der Glane, des Greyerz, des Sees und der Saane, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Enteignungskommissionen, die Rekurskommissionen der Universität so wie für Bodenverbesserungen, die Schlichtungskommissionen für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben und jene für Missbräuche im Mietwesen (mit Ausnahme jener des Sees und der Sense) inspiziert.

In seiner Eigenschaft als Aufsichtsbehörde hat es ebenfalls das Konkursamt und die sieben Betreibungsämter inspiziert.

1.2.2. I. Zivilappellationshof

Die Befürchtungen hinsichtlich einer Zunahme der Beschwerden in Anbetracht der Ungewissheit im Zusammenhang mit der Anwendung des neuen, am 1. Januar 2017 in Kraft getretenen neuen Rechts in Bezug auf den Kindesunterhalt und den Vorsorgeausgleich bei Scheidung haben sich nicht bewahrheitet. Im Gegenteil ist die Zahl der 2017 beim Hof eingetragenen Angelegenheiten (388) gegenüber 2016 leicht zurückgegangen; sie bleibt dennoch hoch (zur Erinnerung: 2010 waren 100 Angelegenheiten eingetragen worden). Namentlich dank der Unterstützung durch Ersatzrichter und erfahrene Gerichtsschreiber ist auch die Erledigungsrate sehr hoch geblieben, sodass die Zahl der auf Ende Jahr hängigen Fälle unter 80 liegt. Die Situation des Hofes bleibt jedoch heikel, insbesondere was die Behandlung der Beschwerden gegen vorsorgliche Massnahmen und gegen Eheschutzmassnahmen anbelangt, die manchmal zu viel Zeit einnehmen.

1.2.3. II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt hauptsächlich die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts, des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts und der unentgeltlichen Rechtspflege sowie komplexe Verfahren als einzige kantonale Instanz. In diesen Bereichen sind die eingetragenen Angelegenheiten gegenüber dem Vorjahr von 280 auf 375 gestiegen, die Geschäftslast hat damit 2017 um 34% zugenommen. Der II. Zivilappellationshof kann diese Geschäftslast mit den derzeitigen Mitteln nicht absorbieren; die Zahl der am Ende des Jahres hängigen Angelegenheiten hat sich daher gegenüber dem Vorjahr um 26% erhöht. Mittelfristig muss hier eine Lösung gefunden werden.

Der II. Zivilappellationshof ist zudem zuständig für die Prüfung und die Weiterleitung der eingehenden internationalen Rechtshilfesuche in Zivil- und Handelssachen. Im Jahre 2017 wurden 201 Rechtshilfeersuche behandelt, der Hof hat hier einen Anstieg von 21% gegenüber dem Vorjahr verzeichnet. Dank effizienter Mitarbeit der Gerichtschreiberei sind in diesem Bereich keine Verzögerungen eingetreten.

1.2.4. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.5. Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Auch wenn 2017 die Zahl der Dossiers stabil geblieben ist (125 Dossiers im Jahr 2015, 131 im Jahr 2016, 130 im Jahr 2017), haben die Komplexität und die Dringlichkeit der Dossiers zugenommen, sowohl was die Sachlage wie die juristischen Aspekte, die dem Hof unterbreitet werden, anbelangt. Die Arbeitslast bleibt demnach hoch, müssen diese Dossiers doch vorrangig behandelt werden. Der Hof hat sich ausserdem neunmal ins Behandlungszentrum in Marsens, ins HFR oder in eine Einrichtung von Time Out begeben, um Anhörungen durchzuführen.

1.2.6. Strafappellationshof

2017 verzeichnete der Hof das sechste Jahr hintereinander eine erneute und beträchtliche Zunahme der Zahl neuer Dossiers (+ 6,6 %). Diese Zunahme fügt sich jener von 10 % hinzu, die bereits 2016 eingetreten war. Zwischen 2012 und 2017 ist die Zahl der neuen Angelegenheiten von 164 auf 225 (+ 37 %) übergegangen. Trotz der systematischen Beanspruchung eines Ersatzrichters in der Zusammensetzung des Hofes in Fällen, in denen eine mündliche Verhandlung stattfindet und je nach ihrer Verfügbarkeit von Ersatzrichter-Berichterstatern in schriftlichen Angelegenheiten, ist die Zahl der hängigen Dossiers stark gestiegen, nämlich von 85 Fällen Ende 2016 auf 120 Ende Dezember 2017 (+ 41 %). Ohne zusätzliche Arbeitskräfte ist der Strafappellationshof nun an die Grenzen dessen gestossen, was in einem Jahr an neuen Fällen bewältigt werden kann.

Die Zunahme betrifft nicht nur die Zahl der neuen Dossiers, sondern auch das Ausmass der Verfahren. Ausserdem beschränken sich die Beschwerdeführer, bestärkt durch den Umstand, dass die Strafprozessordnung keine Begründungspflicht für eine Berufung enthält, nicht nur darauf, einen bestimmten Punkt des erstinstanzlichen Urteils anzufechten, sondern sie fechten das gesamte Urteil an. Dies betrifft sowohl die Ermittlung des Tatbestandes, wie die rechtliche Qualifikation und die Festsetzung des Strafmasses. Das völlige Fehlen der Begründung von Berufungen bedeutet für die Richter und die Gerichtsschreiber, namentlich wenn die gesamten Tatsachen in einem voluminösen Verfahren neu überprüft werden müssen, eine beträchtliche Verlängerung der Vorbereitungszeit für die Sitzungen. Dies wäre anders, wenn eine Verhandlung gestützt auf eine begründete Beschwerde durchgeführt werden könnte, so wie dies in anderen Rechtsgebieten standardmässig gefordert wird.

1.2.7. Strafkammer

Seit dem Inkrafttreten der neuen Strafprozessordnung im Jahr 2011 hat sich die Zahl der bei der Strafkammer eingetragenen Angelegenheiten, die im letzten Jahr von 197 auf 333 gestiegen war – somit eine Zunahme um 69% - 2017 auf diesem Niveau stabilisiert (330 neue Fälle). Sachbedingt sind die meisten dieser Fälle mit einem hohen Prioritätsgrad zu behandeln. Diesbezüglich ist insbesondere hervorzuheben, dass die Beschwerden im Bereich der Inhaftierungen – die absolute Priorität haben, und für die im Übrigen während verlängerten Wochenenden eine Permanenz eingerichtet werden muss – von 17 Fällen im Jahr 2011 auf 34 im Jahr 2016 und auf 38 im Jahr 2017 gestiegen sind. Diese Situation ist besorgniserregend, dies umso mehr, als wegen der erforderlichen Raschheit der Behandlung der Fälle sich der Beizug von Ersatzrichtern schwieriger gestaltet. Es sei ausserdem daran erinnert, dass die drei Richter der Strafkammer abgesehen davon, dass sie als ordentliche Richter in anderen Höfen tagen, zudem alle Revisionsgesuche, die beim Strafappellationshof eingetragene werden, behandeln.

1.2.8. I. Verwaltungsgerichtshof

Nach der 2016 eingetretenen Zunahme der neuen Angelegenheiten (gegenüber 2015 + 107 zusätzliche Fälle, also eine Zunahme um 62.5 %) in den Bereichen Ausländerwesen und Beschwerden im Personalwesen ist konsequenterweise auch die Zahl der hängigen Fälle gestiegen (Ende 2017, + 30.4% gegenüber Ende 2016).

1.2.9. II. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des II. Verwaltungsgerichtshofs gibt für 2017 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.10. III. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des III. Verwaltungsgerichtshofs gibt für 2017 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.2.11. Steuergerichtshof

Die Zahl der neuen Fälle im Jahr 2017 (166 Fälle) hat sich, nach zwei Jahren grösseren Anstiegs (2015: 212 Fälle; 2016: 203 Fälle) nahezu auf das Niveau von 2013 (161 Fälle) und 2014 (177 Fälle) eingependelt. Die Zahl der erledigten Dossiers (266 Fälle) ist grösser als jene der Neueingänge, was die Zahl der hängigen Angelegenheiten bedeutend reduziert (79 Fälle Ende 2017). Die Art der behandelten Fälle gibt ihrerseits zu keinen Bemerkungen Anlass.

1.2.12. I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe haben 2017, wie auch in den Jahren zuvor, ohne Änderungen des Beschäftigungsgrades der Mitarbeitenden ihre Bemühungen fortgesetzt. Ihre Gerichtsschreiber und ordentlichen Richter haben die Erledigungsrate halten und sogar steigern können, ebenso wie die Ersatzrichter, deren Mitwirkung sich wiederum als sehr hilfreich erwiesen hat.

Es ist daher erfreulich festzustellen, dass die Erledigungsrate um 24 % gestiegen ist. Dies ist namentlich den intern getroffenen Massnahmen zu verdanken, besonders aber der 2016 eingeführten Vorgehensweise bei Fällen von unentgeltlicher Rechtspflege, die in der Sache selber behandelt werden. Dies führte zu einer deutlichen Verkürzung der Dauer der Verfahren. Die meisten Dossiers können nunmehr im Jahr ihres Eingangs abgeschlossen werden. Die Zahl der hängigen Dossiers konnte unter diesen Bedingungen insgesamt reduziert werden, von 532 auf 448.

Es ist indessen unwahrscheinlich, dass die Erledigungsrate 2018 weiter steigt.

Die Situation ist in beiden Höfen besorgniserregend. Seit 2014 kann man eine konstante Zunahme der Zahl der Neueingänge im Bereich der Sozialversicherungen beobachten (2013: 457 Eingänge, 2014: 522, 2015: 536, 2016: 562, 2017: 607; somit eine Zunahme um mehr als 30 % zwischen 2013 und 2017), was ein offensichtliches Zeichen ist für die Armut und die Verzweiflung eines benachteiligten Teils der Bevölkerung, die ständig wächst und immer mehr ihren Unmut zeigt.

Die Masse an Dossiers, die zu beurteilen sind, wird immer grösser und die Behandlung der Angelegenheiten komplexer. Die von der Rechtsprechung eingeführten Anforderungen in Bezug auf den Beweis des Bestehens eines behindernden Gesundheitszustandes ziehen eine Zunahme von abweichenden Meinungen zwischen den angerufenen verschiedenen medizinischen Sachverständigen nach sich, deren Gutachten von den beiden Höfen auf ihre Beweismässigkeit hin gewürdigt werden müssen.

Besonders besorgniserregend ist diesbezüglich die Situation im Bereich der Unfallversicherungen, wo die Zahl der Angelegenheiten unaufhörlich steigt: Da die Versicherten nicht mehr in der Lage sind, den Selbstbehalt ihrer Krankenversicherung zu bezahlen, beantragen sie die Erstattung durch die für sie günstigere Unfallversicherung, wobei es sich immer schwieriger gestaltet zu bestimmen, ob die Beeinträchtigungen mit dem Unfall zusammenhängen oder nicht. Da die SUVA wenig dazu geneigt ist, in solchen Streitfällen Leistungen zu erbringen, die Versicherten kein Verständnis dafür haben und die Sachverständigen ihrerseits auch zu keinem Ergebnis gelangen, findet für die meisten dieser Dossiers vor dem Bundesgericht ein regelmässiges Kommen und Gehen statt.

Damit soll gesagt werden, dass trotz der scheinbar guten Statistik die beiden Höfe an ihre Kapazitätsgrenzen gestossen sind, bei deren Überschreitung, ohne eine rasche Erhöhung der Beschäftigungsgrade, der Zusammenbruch zu befürchten ist.

1.3. Personal

1.3.1. Richter

Daniela Kiener, die in Ersetzung von Hugo Casanova für die 50 %-Stelle als Kantonsrichterin gewählt wurde, hat ihre Tätigkeit am 1. Januar 2017 begonnen.

Bei den Ersatzrichtern ist keine Änderung eingetreten.

Was die Nebentätigkeiten anbelangt, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltskommission und der Anwaltsprüfungskommission sowie Ersatzmitglied der neuen Notariatskommission. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Er ist ausserdem Lehrbeauftragter für Recht an der HSW- Freiburg für die Weiterbildung mit den Diplomabschlüssen EMBA und CAS (public management). Neben seiner Halbzeittätigkeit als Richter wirkt er aktiv mit in den Bereichen Humor und Kultur. Hubert Bugnon ist Mitglied der Anwaltskommission. Jérôme Delabays ist Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Johannes Frölicher amtiert weiterhin als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und als Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «les Buissonnets». Dominique Gross ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo ist Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Daniela Kiener amtiert als Richterin für die deutschsprachigen Fälle der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung, Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2, und nun auch Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist Vizepräsidentin der Vereinigung St-Camille in Marly. Christian Pfammatter ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Strafentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit. Marc Sugnaux ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission und Ersatzmitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen. Er ist Präsident des Ausschusses der Vereinigung Le Bosquet in Givisiez. Er ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richterakademie sowie Ausbilder in Arbeits- und Handelsrecht im Rahmen der eidgenössischen Fachausweise und Diplome. Adrian Urwyler ist Präsident des Justizrates und war bis Juni 2017 Präsident der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Er ist Mitglied der Verwaltungskommission der Freiburger Strafanstalt (FRSA). Sandra Wohlhauser ist Präsidentin der Informatikkommision für die Gerichtsbehörden und Mitglied der Informatikkommision des Staates Freiburg. Sie ist ausserdem neu Ersatzmitglied der Anwaltskommission.

1.3.2. Gerichtsschreiberei

Personalbestand

Beim Kantonsgericht arbeiten gegenwärtig 66 Personen:

- 15 Kantonsrichter
 - 1 Generalsekretär
- 24 Gerichtsschreiber
- 19 Mitarbeitende des Verwaltungspersonals (1 Bürochefin, 16 Sekretärinnen – einschliesslich für die Buchhaltung -, 1 Weibel, 1 juristischer Archivar zu 10 % [vom Amt für Justiz angestellt])
- 5 Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -praktikanten (in der Regel 10 über das Jahr verteilt)
- 2 Kaufmännische Lernende

Insgesamt 66

2017 umfasste das Personal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts, ohne die Kantonsrichter und die befristet angestellten Praktikanten und Lernenden zu zählen, gemäss Voranschlagsposten 2017 32.75 Vollzeitäquivalenzen (1 VZÄ für den Generalsekretär, 19.25 VZÄ für die Gerichtsschreiber, 12.5 VZÄ für das Verwaltungspersonal) (2016 waren 27.3 VZÄ verbucht). Die Zunahme der Vollzeitäquivalenzen hängt zusammen mit der Umwandlung der mittels Pauschalkrediten abgeschlossenen befristeten Arbeitsverträge (Weibel, Sekretärinnen, dem ITA angeschlossenes Informatikteam) in unbefristete Anstellungen sowie der Gewährung eines Gerichtsschreiber-Fixpostens für die Bewältigung der Beschwerden des Staatspersonals (nach Aufhebung der Beschwerden an den Staatsrat im Personalwesen).

Für 2018 beantragte das Kantonsgericht ohne Erfolg zwei zusätzliche Gerichtsschreiberstellen.

Weggänge-Neuzugänge

Was die Gerichtsschreiber angeht, haben nach dem Weggang von Sandra Martins und Frédérique Riesen Isabelle Schuwey und Jessica Koller ihre Tätigkeit im Januar 2017 begonnen. Um die Absenzen durch den Mutterschaftsurlaub von Catherine Faller und Cornelia Thalmann El Bachary zu überbrücken, hat das Kantonsgericht ausserdem Elsa Gendre, Elodie Surchat, Franziska Waser und Sonia Gerber angestellt (befristeter Zeitraum, Teilzeit). Schliesslich wurde nach der Anstellung von Myriam Brodbeck beim Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte für die Dauer eines Jahres Frédérique Jungo angestellt, um sie für 2017 zu ersetzen.

Beim Sekretariat hat Ophélie Carrel das Kantonsgericht verlassen; sie wurde ersetzt durch Fabienne Andrey.

Die grosse Arbeitslast hat das Kantonsgericht nicht daran gehindert, seine Ausbildungstätigkeit fortzuführen. So haben im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt zwölf Personen ein Gerichtsschreiber-Praktikum absolviert. Ausserdem bildet das Kantonsgericht kaufmännische Lernende aus.

Gratulationen gehen schliesslich an Mirjam Brodbeck, Gerichtsschreiber-Berichterstatterin, die das durch die Hochschule Luzern (Lucerne University of Applied Sciences and Arts) verliehene Certificate of Advanced Studies für Mediation (CAS) erworben hat.

Personalbetreuung

Es wird daran erinnert, dass für das Personal jährlich gemäss der Personalgesetzgebung eine Evaluierung stattfindet.

1.4. Weitere Tätigkeiten

Der Präsident und Anne-Sophie Peyraud haben am 28. April 2017 an der Jahreskonferenz der Versicherungsgerichte in Basel teilgenommen.

Am 23. März 2017 nahmen sie ebenfalls teil an der Juristischen Konferenz des Bundesverwaltungsgerichts in St. Gallen, die unter dem Tagungsmotto «10 Jahre BVGer – Justiz im Dialog» stand.

Der Präsident, einige Richter, der Generalsekretär und seine Vertreter haben am 23. Juni 2017 an der zum 10-jährigen Jubiläum des Justizrates organisierten Veranstaltung teilgenommen.

Am 23. März und 9. Juni 2017 hat der Kindes- und Erwachsenenschutzhof sowie der I. Zivilappellationshof die Direktion und Mitarbeiter der begleiteten Besuchstage Freiburg getroffen.

Der Präsident und der Generalsekretär waren bei der Präsentation des Jahresberichtes der Genfer richterlichen Behörden zusammen mit Delegationen aus dem Ausland sowie des Bundesgerichts und von Gerichten der westschweizer Kantone anwesend.

Die Vizepräsidentin hat am 27. Oktober 2017 an der siebten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Lausanne teilgenommen.

Die Richter und die Gerichtsschreiber des Strafappellationshofs haben in Freiburg das jährliche Treffen der Strafappellationshöfe der Kantone Waadt, Neuenburg und Freiburg organisiert.

Einige Richter haben an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Genf sowie am Tag der Richterinnen und Richter der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) teilgenommen.

Michel Favre und einige Gerichtsschreiber der Strafrechtlichen Höfe haben an der Jahrestagung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Genf teilgenommen.

Am 21. November hat das Kantonsgericht eine Delegation der französischen nationalen Richterschule von Bordeaux empfangen.

Dina Beti hat im Rahmen des Erasmus-Programms der Universität Freiburg Studierende empfangen.

Der Präsident, weitere Kantonsrichter und der Generalsekretär haben an den verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen war.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2017 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Dina Beti hat für Studierende der Universität Freiburg Vorführungen veranstaltet.

Jérôme Delabays, Dominique Gross, Adrian Urwyler und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Kurse über das Zivilverfahren. Er wirkt weiterhin mit bei der annotierten Zivilprozessordnung Online.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS im Strafrichterwesen. Er hat an der Weiterbildungstagung des Freiburger Anwaltsverbandes eine Konferenz über das Thema neues Strafsanktionenrecht abgehalten. Er hat den freiburgischen Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten einen Kurs zum Thema Strafappellation erteilt.

Christian Pfammatter hat am 27. April 2017 im Rahmen der Biennale des Verwaltungsrechts in Nottwil einen Workshop zum Thema aufschiebende Wirkung bearbeitet. Er hat am 21. September 2017 für Masterstudierende der Universität Freiburg einen Blockkurs zum Thema Raumplanung erteilt sowie am 21. November 2017 anlässlich des Kolloquiums über öffentlichrechtliche Verfahren an der Neuenburger Universität eine Konferenz zum Thema Beschwerdelegitimation von Vereinen abgehalten.

Im Rahmen des Certificate of Advanced Studies (CAS) im Richterwesen, das von der Schweizerischen Richterakademie angeboten wird, hat Marc Sugnaux einen Kurs über die Mitteilung im Entscheidungsfindungsprozess erteilt. Er hat für die Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter ein Seminar zum Thema «Vergleichsverhandlungen - Lösungen finden, Akzeptanz erreichen» in Gerzensee mitorganisiert. Ausserdem hat er für dieselbe Stiftung an der Leitung der zweiten Biennale des Verwaltungsrechts in Nottwil mitgewirkt.

Catherine Faller erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Kurse zu den Themen Beschwerde (Art. 393 - 397 StPO) und Revision (Art. 410 - 415 StPO) im Strafbereich.

Im Rahmen der Weiterbildung konnten die Richter und die Gerichtsschreiber der Strafrechtlichen Höfe seit dem Monat Oktober jeweils am Freitag während der ganzen Nacht eine Patrouille der Gendarmerie begleiten.

**Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2017 /
Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2017**

Président / Präsident

Vice-présidente / Vizepräsidentin

Membres / Mitglieder

Johannes Frölicher

Catherine Overney

Dina Beti

Marc Boivin

Hubert Bugnon

Jérôme Delabays

Michel Favre

Dominique Gross

Marianne Jungo

Daniela Kiener

Anne-Sophie Peyraud

Christian Pfammatter

Marc Sugnaux

Adrian Urwyler

Sandra Wohlhauser

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

François-Xavier Audergon

Felix Baumann

Olivier Bleicker

Georges Chanez

Pierre Corboz

Francine Defferrard

Omblin de Poret Bortolaso

Caroline Gehring

Susanne Genner

Tarkan Göksu

Catherine Hayoz

Yann Hofmann

Christophe Maillard

Séverine Monferini Nuoffer

Jean-Luc Mooser

André Riedo

Armin Sahli

Hans-Jürg Schläppi

Ursula Schneider Schüttel

Daniel Schneuwly

Laurent Schneuwly

Erika Schnyder

Kurt Schwab

Pascal Terrapon

Catherine Yesil- Huguenot

Cours civils civiles / zivilrechtliche Höfe

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président / Präsident	Jérôme Delabays
Membres / Mitglieder	Dina Beti Hubert Bugnon Sandra Wohlhauser

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président / Präsident	Adrian Urwyler
Membres / Mitglieder	Dina Beti Michel Favre Catherine Overney

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Président / Präsident	Catherine Overney
Membres / Mitglieder	Dina Beti Adrian Urwyler

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Président / Präsident	Sandra Wohlhauser
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays Michel Favre Catherine Overney

Cours pénales / strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président / Präsident	Michel Favre
Membres / Mitglieder	Dina Beti Catherine Overney Adrian Urwyler

Chambre pénale / Strafkammer

Président / Präsident	Hubert Bugnon
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays Sandra Wohlhauser

Cours administratives / verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Marianne Jungo
Membres / Mitglieder	Anne-Sophie Peyraud Christian Pfammatter Dominique Gross

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président / Präsident	Christian Pfammatter
Membres / Mitglieder	Johannes Frölicher Dominique Gross

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Anne-Sophie Peyraud
Membres / Mitglieder	Marianne Jungo Johannes Frölicher Dominique Gross

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président / Präsident	Marc Sugnaux
Membres / Mitglieder	Christian Pfammatter Dina Beti Daniela Kiener

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident	Marc Boivin
Membres / Mitglieder	Dominique Gross Marianne Jungo Marc Sugnaux

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident	Johannes Frölicher
Membres / Mitglieder	Daniela Kiener Anne-Sophie Peyraud Marc Sugnaux

2. PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

2.1. COURS CIVILES / ZIVILRECHTLICHE HÖFE

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	89	76
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	388	450
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	399	437
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	78	89

Provenance / Herkunft	2017	2016
Sarine / Saane	73	108
Singine / Sense	18	10
Gruyère / Greyerz	29	36
Lac / See	14	16
Glâne / Glane	11	7
Broye / Broye	31	31
Veveyse / Vivisbach	15	23
Justice de la Broye / Friedensgericht des Broyebezirks	2	-
Justice de paix de la Gruyère / Friedensgericht des Greyerzbezirks	1	-
Justice de paix de la Singine / Friedensgericht des Sensebezirks	1	-
Autres / Andere	204	206
Total	399	437

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admis / Gutheissung	32	44
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	63	91
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	7	5
Rejetés / Abweisung	78	71
Irrecevables / Nichteintreten	37	46
Retirés / Rückzug	15	5
Transaction / Vergleich	1	1

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	25	36
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	106	99
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	22	21
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	1	3
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	6	7
Décharge / <i>Entlastung</i>	0	1
Désignation (récusations) / <i>Bezeichnung (Ausstände)</i>	2	7
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	3	-
Total	399	437

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	1	2
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	88	101
dont mesures protectrices de l'union conjugale/davon <i>Eheschutzmassnahmen</i>	51	47
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	4	4
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	7	6
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	20	27
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	0	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	5	13
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	0	1
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	2	2
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	4	2
Sursis et remise de frais judiciaires / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	2	2
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	3	7
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	5	5
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	6	1
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	6	5
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	46	55
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	37	40
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	10	15
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	142	141
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	5	-
Révision / <i>Revision</i>	2	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	1
Interprétation et rectification / <i>Erläuterung und Berichtigung</i>	2	4
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	399	437

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	54	62
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	576*	445**
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	562*	453**
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	68	54

* Sont incluses 201 demandes d'entraide judiciaire internationale / Mitinbegriffen sind 201 internationale Rechtshilfen

** Sont incluses 166 demandes d'entraide judiciaire internationale / Mitinbegriffen sind 166 internationale Rechtshilfen

Provenance / Herkunft	2017	2016
Sarine / Saane	135	90
Singine / Sense	9	8
Gruyère / Greyerz	41	34
Lac / See	18	10
Glâne / Glane	12	14
Broye / Broye	15	33
Veveyse / Vivisbach	12	14
Autorités étrangères / Ausländische Behörden	201	166
Autres / Andere	119	84
Total	562	453

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admis / Gutheissung	55	36
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	8	14
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	7	6
Rejetés / Abweisung	87	90
Irrecevables / Nichteintreten	111	85
Retirés / Rückzug	3	5
Transaction / Vergleich	1	2
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	6	4
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	1	0
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	3	6
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	0	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	7	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	55	29
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	13	6
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Désignation / Bezeichnung	1	2
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Passe-expédient / Streitabstand	1	0
Transmission des entrades judiciaires / Übermittlung der Rechtshilfen	201	166
par arrêt / mit Urteil	6	8
par transmission simple / ohne Urteil	195	158
Total	562	453

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	5	2
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	19	21
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	2	-
Travail / <i>Arbeit</i>	14	4
Mandat / <i>Auftrag</i>	1	0
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	21	23
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	167	147
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	31	35
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	130	107
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	74	54
Appel/recours sur mesures provisionnelles / <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	8	7
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	2	0
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung</i>	2	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	0	1
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	2	0
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	9	3
Sursis et remise des frais de justice / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	1	1
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	2	4
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	3	2
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	2	1
Révision / <i>Revision</i>	1	2
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	3	1
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	0	1
Concurrence déloyale / <i>Unlauterer Wettbewerb</i>	0	1
Séquestre / <i>Arrest</i>	9	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	5	3
Entraide judiciaire internationale / <i>Internationale Rechtshilfe</i>	201	166
Propriété intellectuelle et protection des données / <i>Geistiges Eigentum und Datenschutz</i>	6	4
Enlèvement international d'enfant / <i>Intenationale Kindesentführung</i>	1	1
Langue de la procédure / <i>Verfahrenssprache</i>	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	2
Total	562	453

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	13	9
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	169	144
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	170	140
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	12	13

Provenance / Herkunft	2017	2016
Sarine / Saane	35	23
Singine / Sense	11	10
Gruyère / Greyerz	6	10
Lac / See	2	8
Glâne / Glane	0	1
Broye / Broye	2	2
Veveyse / Vivisbach	4	1
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	93	66
Autres / Andere	17	19
Total	170	140

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admis / Gutheissung	102	74
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	4	4
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Rejet / Abweisung	27	32
Irrecevables / Nichteintreten	14	7
Sans objet / Gegenstandslos	13	15
Retrait / Rückzug	4	6
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	3	0
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	0	1
Total	170	140

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Plaintes / Beschwerden	55	52
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	2	1
Retard injustifié / Rechtsverzögerung	1	0
Réalisation de parts de communauté / Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen	5	2
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens	92	61
Assistance judiciaire (requête) / Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)	3	1
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	5	8
Rémunération de l'administration de la faillite / Vergütung für die Konkursverwaltung	3	7
Séquestre / Arrest	2	5
Récusation / Ausstand	2	3
Total	170	140

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens	2017	2016
1 à 15 jours / 1 bis 15 Tage	106	77
15 jours à 1 mois / 15 Tage bis 1 Monat	12	24
1 à 2 mois / 1 bis 2 Monate	20	23
Plus de 2 mois / mehr als 2 Monate	32	16
Total	170	140

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	27	14
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	130	131
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	138	118
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	19	27

Provenance / Herkunft	2017	2016
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	43	33
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	6	7
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	11	19
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	10	3
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	4	5
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	9	8
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	7	12
Autres / Andere	48	31
Total	138	118

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admis / Gutheissung	14	15
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	16	7
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	0
Irrecevables / Nichteintreten	19	17
Rejetés / Abweisung	39	48
Retirés / Rückzug	1	3
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	25	14
AJ (avec avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	4	3
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	2	1
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	1	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	10	8
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	0
Total	138	118

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Recours / <i>Beschwerde</i>	81	81
dont placements à des fins d'assistance / <i>davon Fürsorgerische Unterbringung</i>	10	18
dont protection de l'adulte / <i>davon Erwachsenenschutz</i>	33	27
dont effets de la filiation / <i>davon Wirkungen des Kindesverhältnisses</i>	38	36
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	34	18
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	1	2
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	13	13
Intervention, dénonciation d'instance et appel en cause / <i>Intervention, Streitverkündung und Streitverkündungsklage</i>	0	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	0	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	0
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	1	0
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	1	0
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Höhe der Entschädigung</i>	4	0
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	0	1
Total	138	118

2.2. COURS PENALES / STRAFRECHTLICHE HÖFE

Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof*

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	85	99
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	225	211
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	190	225
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	120	85

Provenance / *Herkunft*

Tribunal pénal d'arrondissement / *Bezirksstrafgericht*

	2017	2016
Sarine / <i>Saane</i>	29	29
Singine / <i>Sense</i>	3	6
Gruyère / <i>Greyerz</i>	17	10
Lac / <i>See</i>	7	9
Glâne / <i>Glane</i>	5	3
Broye / <i>Broye</i>	8	7
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	4	0
Total	73	64

Juge de police / *Polizeirichter*

	2017	2016
Sarine / <i>Saane</i>	28	43
Singine / <i>Sense</i>	7	6
Gruyère / <i>Greyerz</i>	20	23
Lac / <i>See</i>	13	13
Glâne / <i>Glane</i>	3	7
Broye / <i>Broye</i>	8	13
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	10	6
Total	89	111

	2017	2016
Tribunal des mineurs / <i>Jugendgericht</i>	1	2
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	1	3
Ministère public / <i>Staatsanwaltschaft</i>	4	7
Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i>	0	7
Autres / <i>Andere</i>	22	31

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	8	25
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	39	31
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	54	63
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11	17
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	28	29
Retirés / <i>Rückzug</i>	39	37
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	3
AJ (avec avocat) accordée/ <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	4	4
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	3	4
AJ (avec avocat) partiellement accordée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	0	1
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	5
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	1
Détention confirmée / <i>Genehmigung der Haft</i>	0	1
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	0
Total	190	225

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Appels / <i>Berufungen</i>	162	177
Récusation / <i>Ausstand</i>	7	0
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / <i>Untersuchungs- oder Sicherheitshaft</i>	0	4
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>Unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	12	19
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	1	0
Révision / <i>Revision</i>	6	15
Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	1	4
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	0	5
Consultation dossier / <i>Akteneinsicht</i>	0	1
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	1	0
Total	190	225

Chambre pénale / Strafkammer**Statistique générale / Allgemeine Statistik**

	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	69	57
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	330	330
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	340	318
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	59	69

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht

	2017	2016
Sarine / Saane	6	2
Singine / Sense	0	0
Gruyère / Greyerz	0	2
Lac / See	2	1
Glâne / Glane	1	1
Broye / Broye	1	4
Veveyse / Vivisbach	1	0
Total	11	10

Juge de police / Polizeirichter

	2017	2016
Sarine / Saane	18	9
Singine / Sense	1	2
Gruyère / Greyerz	5	5
Lac / See	4	2
Glâne / Glane	1	0
Broye / Broye	1	3
Veveyse / Vivisbach	1	2
Total	31	23

	2017	2016
Ministère public / Staatsanwaltschaft	183	196
Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht	38	34
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	3	4
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	0	1
Autres / Andere	74	50

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	20	19
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	23	13
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	19	12
Rejetés / <i>Abweisung</i>	122	147
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	90	76
Retirés / <i>Rückzug</i>	8	6
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	19	14
Désignation (récusation) / <i>Bezeichnung(Ausstand)</i>	3	3
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	5	1
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	7	8
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	12	11
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	11	6
Total	340	318

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Recours / <i>Beschwerden</i>	223	228
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	15	10
Récusation / <i>Ausstand</i>	14	14
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	45	50
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Höhe der Entschädigung</i>	3	0
Consultation du dossier / <i>Akteneinsicht</i>	3	2
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	3	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	17	10
Séquestre / <i>Arrest</i>	17	-
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
Total	340	318

Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	0	0
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	19	10
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	19	10
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admis / Gutheissung	18	8
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	1
Irrecevable / Nichteintreten	1	1
Total	19	10

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)	18	10
Divers / Verschiedenes	1	0

2.3. COURS ADMINISTRATIVE / VERWALTUNGSRECHTLICHE HÖFE

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	135	88
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	284	278
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	243	231
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	176	135

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admission / Gutheissung	26	24
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	10	3
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	8	2
Rejet / Abweisung	94	83
Irrecevabilité / Nichteintreten	4	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	12	19
Retrait / Rückzug	13	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	6	7
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	33	38
Rayé du rôle / Abschreibung (Abwesenheit)	1	0
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	2
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	12	8
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	11	15
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	6	5
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	5	4
Assistance judiciaire partiellement octroyée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege teilweise verweigert (ohne Anwalt)	0	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	1	0
Total	243	231

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neu- eingänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Etablissement et séjour / <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	56	110	166	92	74
Droits politiques / <i>Politische Rechte</i>	0	2	2	2	0
Agents des collectivités publiques / <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	23	20	43	27	16
Affaires communales / <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	1	2	3	2	1
Responsabilité des collectivités publiques / <i>Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger</i>	8	2	10	2	8
Ecole et formation / <i>Schule und Bildung</i>	6	9	15	14	1
Exécution des peines et mesures / <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	0	7	7	2	5
Avocats, notaires / <i>Anwälte, Notare</i>	0	1	1	0	1
Droit des personnes et famille / <i>Personen- und Familienrecht</i>	2	2	4	4	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte / <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	0	2	2	2	0
Protection des données / <i>Datenschutz</i>	2	0	2	2	0
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BG</i>	1	0	1	1	0
Récusation/ <i>Ausstand</i>	0	3	3	1	2
Preuve à futur / <i>Vorsorgliche Beweisführung</i>	1	0	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	40	45	22	23
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	20	20	20	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	0	1
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	30	59	89	47	42
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	0	1
Total	135	284	419	243	176

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	97	101
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	157	166
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	144	170
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez.hängige Angelegenheiten	110	97

Mode de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admission / Gutheissung	32	26
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	8	6
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	8
Rejet / Abweisung	32	53
Irrecevabilité / Nichteintreten	7	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	10	8
Retrait / Rückzug	19	25
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	3	1
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	0	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	26	34
Rayé du rôle (défaut) / Abschreibung (Abwesenheit)	1	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	2
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	0	2
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	1	1
Total	144	170

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Aménagement du territoire et constructions / <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	60	87	147	75	72
Protection de la nature et du paysage / <i>Natur- und Heimatschutz</i>	1	1	2	1	1
Protection de l'environnement / <i>Umweltschutz</i>	3	0	3	1	2
Expropriation / <i>Enteignung</i>	1	2	3	1	2
Forêts / <i>Forstwesen</i>	0	1	1	1	0
Energie / <i>Energie</i>	1	0	1	1	0
Marchés publics / <i>Beschaffungswesen</i>	8	6	14	11	3
Protection contre les incendies et les éléments naturels / <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	2	1	3	3	0
Domaine public / <i>Öffentliche Sachen</i>	0	1	1	0	1
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	1	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	3	3	3	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	3	4	4	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	19	36	55	26	29
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	12	13	13	0
Total	97	157	254	144	110

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	83	72
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	205	232
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	211	221
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	77	83

Mode de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admission / Gutheissung	9	17
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	3	1
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	9	4
Rejet / Abweisung	70	59
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	49	52
Retrait / Rückzug	37	33
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	6	9
Transaction / ratification / Vergleich / Genehmigung	1	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	16	32
Rayé du rôle (défaut) / Abschreibung (Abwesenheit)	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3	4
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	1	6
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	2	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	5	1
Total	211	221

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Circulation routière et transports / <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	46	136	182	136	46
Droit social / <i>Sozialrecht</i>	5	3	8	3	5
Agriculture / <i>Landwirtschaft</i>	6	4	10	7	3
Commerces et établissements publics / <i>Handel und Gastgewerbe</i>	11	4	15	13	2
Animaux / <i>Tiere</i>	1	4	5	2	3
Santé publique / <i>Öffentliche Gesundheit</i>	5	5	10	5	5
Registre du commerce / <i>Handelsregister</i>	0	3	3	2	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>					
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	4	16	20	16	4
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3	3	3	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	14	15	13	2
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	4	10	14	10	4
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	0	1
Total	83	205	288	211	77

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	139	139
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	166	203
compétence de la Cour / Zuständigkeit des Hofes	122	165
compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes	44	38
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	226	241
compétence de la Cour / Zuständigkeit des Hofes	160	187
compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes	66	54
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	79	139

Mode de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admission / Guttheissung	20	15
Admission partielle / Teilweise Guttheissung	18	19
Admission avec renvoi / Guttheissung mit Rückweisung	5	12
Rejet / Abweisung	78	106
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	6	19
Retrait / Rückzug	40	32
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	26	13
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	4	4
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	11	14
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	8	2
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	2	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	3	2
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	1	0
Total	226	241

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12/ Hängig per 31.12
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques / <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	99	116	215	170	45
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	16	21	37	16	21
Impôt anticipé / <i>Verrechnungssteuer</i>	0	1	1	1	0
Droits de mutation et gages immobiliers / <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	2	1	3	2	1
Impôts communaux / <i>Gemeindesteuern</i>	0	1	1	0	1
Impôts paroissiaux / <i>Pfarreisteuern</i>	0	1	1	0	1
Contribution immobilière / <i>Liegenschaftssteuer</i>	1	1	2	1	1
Amendes d'ordre / <i>Ordnungsbussen</i>	6	5	11	10	1
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole / <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	1	0	1	1	0
Impôt (cantonal) sur les chiens / <i>(Kantonale) Hundesteuer</i>	0	1	1	0	1
Taxe d'exemption de l'obligation de servir / <i>Wehrpflichtersatz</i>	1	0	1	1	0
Taxe de séjour / <i>Aufenthaltstaxe</i>	2	5	7	6	1
Contributions publiques communales / <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	2	2	4	2	2
Emoluments administratifs / <i>Verwaltungsgebühren</i>	0	2	2	1	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts / <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	4	4	8	6	2
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	1	0
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	5	2	7	6	1
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Total	139	166	305	226	79

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	300	308
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	302	285
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	370	293
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	232	300

Mode de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admission / Gutheissung	41	22
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	17	10
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	19	20
Rejet / Abweisung	186	164
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	20	15
Retrait / Rückzug	11	6
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	6	5
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	1	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	30	26
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	22	7
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	8	9
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	5
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	2	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	4	2
Total	370	293

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	69	81	150	85	65
Assurance-accident / <i>Unfallversicherung</i>	79	77	156	81	75
Assurance-chômage / <i>Arbeitslosenversicherung</i>	90	39	129	100	29
Assurance militaire / <i>Militärversicherung</i>	1	0	1	1	0
Allocations familiales / <i>Familienzulagen</i>	6	3	9	7	2
Aide sociale / <i>Sozialhilfe</i>	13	22	35	23	12
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	1	3	4	4	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	1	5	6	2	4
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	2	3	0	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	8	13	12	1
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	4	4	3	1
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	2	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	34	53	87	48	39
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	2	2	1	1
Total	300	302	602	370	232

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	232	219
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	305	277
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	321	264
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	216	232

Mode de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admission / Gutheissung	18	11
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	9	12
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	34	28
Rejet / Abweisung	145	97
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	25	27
Retrait / Rückzug	12	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	7	14
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	6	8
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	21	12
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	6	5
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	8	8
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	11	7
Assistance judiciaire partiellement octroyée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege teilweise gewährt (mit Anwalt)	1	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	8	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	2	2
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	5	9
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	2	1
Total	321	264

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neueing änge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants / <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	28	18	46	35	11
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	122	146	268	157	111
Prestations complémentaires / <i>Ergänzungsleistungen</i>	16	21	37	25	12
Assurance-maladie / <i>Krankenversicherung</i>	16	14	30	19	11
Prévoyance professionnelle / <i>Berufliche Vorsorge</i>	14	14	28	11	17
Assurance-maternité / <i>Mutterschaftsversicherung</i>	1	0	1	0	1
Allocations pour perte de gain / <i>Erwerbsersatz</i>	0	1	1	1	0
Assurance-maladie complémentaire LCA / <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	8	7	15	10	5
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	2	2	2	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	1	0	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	3	4	3	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	11	14	12	2
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	22	63	85	41	44
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	2	2	1	1
Total	232	305	537	321	216

2.4. RECOURS AU TRIBUNAL FEDERAL / BESCHWERDEN AN DAS BUNDESGERICHT

<i>Recours déposés / Eingereichte Beschwerden</i>	2017	2016
I ^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	23	23
II ^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	52	44
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	19	10
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	9	7
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	27	39
Chambre pénale / Strafkammer	30	52
I ^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	32	30
II ^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	11	9
III ^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	17	6
Cour fiscale / Steuergerichtshof	21	24
I ^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	36	35
II ^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	26	22
Total	303	301

Recours traités / Erledigte Beschwerden / Modes de liquidation / Erledigungsarten

<i>I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof</i>	2017	2016
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	5
Rejetés / Abweisung	15	9
Irrecevables / Nichteintreten	9	8
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	1

<i>II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof</i>	2017	2016
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	1
Rejetés / Abweisung	4	6
Irrecevables / Nichteintreten	43	35
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	17	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	1
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ *Kindes- und Erwachsenenschutzhof*

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	3	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	2	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof*

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	10	22
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	9	14
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	1
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	2

Chambre pénale / *Strafkammer*

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	9	13
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	23	30
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	2	1

I^e Cour administrative / *I. Verwaltungsgerichtshof*

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	21	14
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	6	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

II^e Cour administrative / *II. Verwaltungsgerichtshof*

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	6
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	3	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	7	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	5	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0

Cour fiscale / *Steuergerichtshof*

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	16	14
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	3	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	5
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	2	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	19	13
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	7	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	4	0

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	2	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	10	8
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	2	0
Total	304	280